

Yonne

LE BULLETIN DE L'ARORY

Mémoire

numéro 12 - mai 2004 - 3€

ARORY

• Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Sommaire

La France libre, les Alliés, et la Résistance intérieure / pages 1, 2, 3, par Jean Rolley.

La participation alliée à l'action militaire de la Résistance de l'Yonne / pages 4, 5, par Joël Droglond.

Les parachutages dans l'Yonne en juin et début juillet 1944 / pages 6, 7, par Claude Delasselle.

La mise en application du plan Vert dans l'Yonne / pages 8, 9, par Claude Delasselle.

La stratégie d'insurrection nationale dans le département de l'Yonne / pages 9, à 11, par Joël Droglond.

La stratégie du responsable militaire de Libération-Nord de l'Yonne en juin 1944 / pages 12, 13, par Jean Rolley.

Avec le Débarquement, la croissance rapide des maquis de l'Yonne / pages 14 à 18, par Joël Droglond.

Juin 1944 : les Allemands attaquent les maquis / pages 18 à 20, par Thierry Roblin.

Yonne 40/44 Mémoire

Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne.
Directeur de publication : C. Delasselle
Rédacteur en chef : J. Rolley
Iconographie : A. Fouanon
Coordination : T. Roblin
Graphisme et réalisation : F. Joffre
Arory, 2002. Photos : D.R.
site internet : www.arory.com
e-mail : info@arory.com
Centre de documentation :
15 bis, rue de la Tour d'Auvergne
89000 Auxerre
Tél. / fax : 03 86 48 23 68.

INTRODUCTION par Jean Rolley

Ce numéro est consacré au soixantième anniversaire du débarquement en Normandie, qui sera l'occasion de revenir sur ce moment décisif. Après les désillusions de l'automne 1943, les rudes coups portés par les Allemands, les effets des bombardements alliés sur le moral de la population, la mise en place de l'Etat milicien, voici venu enfin le moment tant attendu du Débarquement. Nous essayons de montrer la part prise

par la Résistance de l'Yonne dans la bataille engagée sur les plages de Normandie, comment elle participe aux événements, dans le cadre de l'action des armées alliées, au cours du mois de juin 1944. Il n'est pas question ici de prétendre présenter un tableau exhaustif, mais simplement de montrer comment les actions des résistants de l'Yonne ont leur place dans la bataille qui s'engage pour la libération du territoire. ■

La France libre, les Alliés, et la Résistance intérieure

C'est au cours du mois de janvier 1944, quand le débarquement a été décidé, que les Alliés, et d'abord les Anglais, ont changé d'attitude vis à vis de la Résistance. Le responsable du Service national maquis, Brault, alias Jérôme, rencontre Churchill ; il semble avoir réussi à le convaincre de la nécessité d'aider la Résistance, et de lui fournir plus d'armes en particulier. Le 27 janvier, une réunion a lieu autour de Churchill ; d'autres suivent au cours du mois de février.

Quel rôle pour la Résistance ?

Mais ceci ne règle pas la question concernant le rôle, et la part que doit prendre la Résistance dans les combats de la Libération. Cette question est bien sûr essentielle, car la place de la Résistance déterminera, en partie au moins, le retour, ou non, à la souveraineté dans la France d'après la Libération, et quelles seront les forces en mesure de l'exercer. Depuis l'hiver 1943-44 les données ont profondément changé, avec la poussée des maquis (afflux des réfractaires), et la pression des mouvements.

Cette situation nouvelle conduit à dire : « l'action militaire doit être maintenant le but principal de la Résistance. » ; cela

ne veut évidemment pas dire « action généralisée », comme le préconise le PCF. Il y a une concurrence très forte entre de Gaulle et les mouvements pour la direction des forces militaires de la Résistance. Jean Moulin avait commencé à rassembler les forces de la Résistance derrière de Gaulle, mais sa disparition gèle en partie ce processus, même si théoriquement toutes les opérations doivent se déclencher sur l'ordre personnel du général de Gaulle. Celui-ci sait bien que sa capacité à diriger, et contrôler, les forces de la Résistance est déterminante dans son bras de fer avec les Alliés. Au printemps 1944, quand le Débarquement approche, l'opposition porte sur « l'in->

> surrection nationale » dont de Gaulle parle le 18 avril 1944 ; il l'estime « *inséparable de la libération nationale* ». Le 5 mai, à un mois du débarquement, un message du Bureau Central de Renseignement et d'Action indique : « *...qu'il importe pour le succès de nos plans que ne se déclenche en France ni insurrection générale, ni soulèvement partiel, ni grève générale.* » Ce message semble contradictoire avec la déclaration de de Gaulle ; il est très mal compris en France, où beaucoup pensent à « l'insurrection nationale » (non seulement le PCF, bien sûr, mais aussi les Mouvements Unis de la Résistance...). Une grande partie de la Résistance intérieure pensait que l'insurrection serait dirigée par le Conseil National de la Résistance et la Commission d'Action Militaire.

Du côté de la France libre, on se prépare à une action militaire, mais pas à un soulèvement

Depuis 1943, les services secrets français préparaient le Débarquement dans une perspective bien différente, celle de l'efficacité technique, en accord avec les Anglais. Ces derniers attendent de la Résistance qu'elle retarde, ne serait-ce que de 48 heures la concentration des forces allemandes dans la phase initiale du Débarquement.

C'est dans cette perspective qu'est créé à la fin de 1943 le « Bloc Planning », dirigé par le colonel Combeaux, assisté d'un Tchèque, le capitaine Mischke. Il est chargé de préparer un plan rationnel de participation de la Résistance au succès de la stratégie alliée. Mischke imagine un scénario du Débarquement, en trois phases : la bataille côtière, devant durer cinq jours, la bataille de création de la tête de pont, devant durer de quatre à six semaines, la bataille de la Libération, devant durer de quatre à six mois ; ce scénario est présenté dans un rapport du « Bloc Planning » du 20 janvier 1944. Sont également élaborés plusieurs plans de sabotages, dont le plan Vert, visant les



Le Courrier de l'Air du 10 février 1944.
Archives privées : M. Caré.

voies ferrées, le plan Violet, visant les lignes téléphoniques souterraines allemandes à longue distance. Le « Bloc Planning » a prévu un volet guérilla, devant mettre en œuvre 70 000 hommes. Il a été prévu de constituer six « réduits », dont le Morvan, d'où partiraient des opérations sur le flanc ou les arrières allemands.

Le « Bloc Planning » déconseille de recruter trop d'hommes (seulement ceux qui peuvent être équipés et armés), et demande de fragmenter les maquis en petites unités mobiles. Tout ceci est approuvé par les Anglais, et l'état-major allié, ce qui se traduit le 31 mars 1944 par une « *Instruction sur l'action militaire*

de la Résistance française », envoyée à tous les responsables militaires régionaux clandestins. Cette instruction ignore « l'insurrection nationale », et met en avant une conception purement militaire, technicienne, des opérations pour la Libération.

De Gaulle, quant à lui, adopte ces vues, indiquant que le Débarquement ne doit pas être le signal de « l'insurrection nationale », qu'aucune action de masse ne doit avoir lieu avant le déploiement des armées alliées sur le territoire français. Il signe le 16 mai 1944 une « *Instruction concernant l'emploi de la Résistance sur le plan militaire au cours des opérations de libération.* » Les mots « insurrection », et « insurrection généralisée » n'y figurent pas.

Cela ne veut pas dire que de Gaulle ne voulait pas « d'insurrection »

En annexe de l'instruction du 16 mai, figurent quelques phrases de Clausewitz sur « *l'insurrection populaire contre l'ennemi, après le soulèvement de la Prusse de 1813* », et ce n'est pas un hasard. De Gaulle ne veut certes pas d'un soulèvement le jour J, qui serait sans doute écrasé dans le sang. Il voit l'action militaire en technicien, il veut contrôler l'action armée de la Résistance. Mais de Gaulle est un politique, et c'est de ce point de vue qu'il veut utiliser le soulèvement populaire, tout en le limitant, en le contrôlant. Il veut ainsi mettre les Alliés devant le fait accompli, accréditer l'idée des Français se libérant eux-mêmes, faire reconnaître sa légitimité ; mais il veut aussi maintenir l'alliance communiste, et contrôler le PCF, connaissant les ambitions de ce dernier.

Dans le courrier qu'envoie d'Astier le 29 mai 1944, l'insurrection est envisagée dans des limites très précises, très encadrées ; elle doit se terminer avec l'arrivée du premier soldat allié, et la mise en place des fonctionnaires du Comité Français de Libération Nationale ; elle ne doit excéder trois ou quatre jours, 48 heures si c'est possible ; il ajoute : « *il serait extrêmement grave que l'insurrection nationale n'ait pas lieu et qu'elle ne soit pas relativement généralisée. Mais elle doit être dirigée et, pour éviter tout risque de surenchère, elle doit rester entre les mains des Comités Départementaux de Libération, contrôlés autant que possible par le CNR.* »

Cette ligne rencontre des difficultés, d'un côté avec les Britanniques, qui ne veulent pas entendre parler « d'insurrection nationale », mais aussi avec les communistes. Mais, dans ce dernier cas, malgré l'appel lancé de Moscou par M. Thorez le 18 mai 1944, appel à la mobilisation de toute la population, à la grève générale, à la prise de contrôle des bâtiments publics, un accord est trouvé à Londres avec Waldeck-

Rochet ; ce dernier accepte de renoncer à l'appel à l'insurrection immédiate. Cet accord n'est pas sans arrières pensées, car le PCF laisse les mains libres à la direction clandestine du parti, qui pourra prendre des gages sur le terrain.

Le Débarquement

Une semaine avant le Débarquement, le 30 mai 1944, l'état-major d'Eisenhower a donné son accord à la nomination de Koenig comme commandant en chef des FFI, reconnaissant par là même l'autorité française sur la Résistance militaire, et son contrôle. Son état-major inclura des représentants anglais et américains, responsables en particulier du ravitaillement des FFI. Ce commandement est effectif à compter du 6 juin. Au milieu du mois de juin, il a le statut de tout commandant allié, dépendant directement d'Eisenhower. Ceci permet à l'adjoint de Koenig, Zieler, alias Vernon, d'obtenir des Américains des parachutages de jour ; le premier a lieu le 25 juin : 176 sorties de forteresses volantes qui larguent 2077 containers.

Le 6 juin, quelques heures après les premières opérations de débarquement, de Gaulle fait une allocution à la radio de Londres (où il est arrivé d'Alger, et s'est violemment opposé à Eisenhower et Churchill). Il y déclare aux Français qu'ils doivent : « *suivre les ordres de l'autorité française qualifiée* », ne pas se lancer dans une « *insurrection prématurée* », enfin que « *l'administration appartient à l'autorité française* ».

En réalité, à ce moment, de Gaulle ne peut être entendu, ses consignes sont même mal reçues. En effet, la veille, la BBC a passé 210 messages d'action (cela dure seize minutes !) destinés aux forces FFI, aux réseaux et groupes sous contrôle anglais ; ils ordonnent d'appliquer tous les plans dans toute la France, non seulement de sabotages, mais aussi de passage à la guérilla.

Cet appel qui vient des Anglais semble contradictoire avec les projets du « Bloc Planning », mais aussi

avec ce qu'a signé de Gaulle le 16 mai précédent, bien sûr avec ce qu'il déclare le lendemain. Les Anglais, en accord avec Eisenhower, veulent ruser avec les Allemands, en semant le doute jusqu'au dernier moment sur le lieu du Débarquement. Non seulement les plans Vert et Violet sont mis en œuvre, mais des opérations de libération sont lancées dans certaines régions (le PCF agit dans ce sens).

Comment réagissent le Gouvernement Provisoire de la République Française et les FFI ?

Dès le 10 juin, devant l'importance des représailles, Koenig envoie ce télégramme : « *Ordre du général Koenig. Freinez maximum activité guérilla. Stop. Impossible vous ravitailler actuellement en armes et en munitions en quantité suffisante. Stop. Rompre partout contact dans mesure du possible pour permettre phase de réorganisation. Stop. Evitez gros rassemblements. Formez petits groupes isolés.* »

Le 12 juin, le GPRF s'adresse aux résistants : « *Partout la France se soulève contre l'Allemand [...] Déjà vous avez fait pencher la bataille. Mais ne vous y jetez pas tous ensemble à moins d'être menacés, ne vous rassemblez pas trop tôt. Ne passez pas trop vite d'une guérilla de harcèlement à la bataille ouverte.* »

Et le 17 juin, Koenig lance le mot d'ordre de « *guérilla insaisissable* ».

Ceci montre bien comment les choses ont été complexes, avec des positions bien différentes.

Interviennent de Gaulle, et la France libre, qui essaient d'exister sur le plan politique et militaire face aux Alliés ; ils s'appuient pour cela sur la Résistance intérieure, traversée par des contradictions sur le long et le court terme. La période qui commence avec le Débarquement est bien sûr décisive. ■ JEAN ROLLEY

Sources : ce travail s'est largement appuyé sur le livre de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Gallimard, 1996, et sur celui de Daniel Cordier, *La République des catacombes*, Gallimard, 1999.

La Résistance icaunaise a bénéficié dès le lendemain du Débarquement de Normandie de plusieurs missions militaires alliées qui avaient pour objectif de mieux l'organiser, de l'armer et de l'intégrer dans leurs plans stratégiques.

La participation alliée à l'action militaire de la Résistance de l'Yonne



Une équipe du SAS sur une jeep venant du nord du département. 1944.
Archives privées : Pierre Buret

Un projet ambitieux : le « hérisson » du Morvan

Les contacts précoces entre les Alliés et la Résistance de l'Yonne et de la Nièvre ont pour origine un projet stratégique connu sous le nom d'Opération Morvan ou de « hérisson » du Morvan. Il a été élaboré en mai 1944 à Paris par la Commission militaire du Conseil national de la Résistance (COMAC) d'une part, à Londres par l'état-major FFI du général Koenig et les services de la France combattante d'autre part. Ce projet s'inscrit dans un ensemble de directives qui organisent la participation des forces armées de la Résistance intérieure à la libération du territoire (constitution de gros « maquis mobilisateurs », application des plans

visant à paralyser les communications etc.). Il vise à constituer dans le Morvan un regroupement massif de forces combattantes en se basant sur deux constatations : le Morvan est l'une des régions françaises où les maquis sont les plus nombreux et les plus actifs au printemps 1944 ; les conditions physiques,

L'OBJECTIF EST DE RÉORGANISER LES MAQUIS DU MORVAN EN DE VÉRITABLES UNITÉS COMBATTANTES.

humaines et administratives locales en font une région idéale pour l'intensification de la guérilla contre les Allemands. En effet, le massif est isolé, couvert de forêts, de bois et de friches ; la dispersion

de l'habitat y est extrême, les circonscriptions administratives sont divisées entre quatre départements (Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire et Yonne) et trois Kommandanturen ou leurs annexes (Avallon, Château-Chinon et Autun). L'objectif est de réorganiser les maquis du Morvan en de véritables unités combat-

tantes, de nommer à la tête de cette région un chef unique, de renforcer les forces locales par de vastes opérations aéroportées qui fourniront des cadres et des armes. Ainsi sera constituée une zone

de résistance puissamment armée, capable d'arrêter et de combattre les troupes allemandes en retraite.

Missions *Jedburgh* et détachements SAS

Pour créer ce « hérisson » du Morvan, l'état-major allié avait prévu d'importants parachutages qui devaient fournir les maquis en armes (y compris en armes lourdes) et en munitions. Il faudrait proposer des terrains d'atterrissage et de parachutage et veiller à l'encadrement des maquisards. C'est dans cette perspective que les Alliés parachutent dans le Morvan des missions *Jedburgh* et des groupes de SAS.

Les équipes *Jedburgh* ont été instituées par le commandement anglo-américain, au début de 1944, pour assurer de meilleures relations avec les FFI, sur lesquels il n'avait le plus souvent que des informations vagues, incomplètes ou inexactes. Du point de vue institutionnel,

(deux britanniques et deux français). Ces hommes sont rompus à toutes les formes de combat, formés à l'utilisation de toutes les armes et explosifs et préparés à vivre en territoire contrôlé par l'ennemi. Ils sont parachutés en France avec du matériel lourd : jeeps de combat tirant de petites remorques où sont entassées les bombes explosives-incendiaires, les détonateurs retard, les mortiers, les réserves d'essence. Ils ont avec eux des opérateurs radio qui les maintiennent en constante liaison avec Londres. Dans la nuit du 6 au 7 juin 1944 et dans les jours suivants deux missions *Jedburgh* (la mission Harry et la mission Isaac du lieutenant-colonel Hutchinson) et plusieurs groupes de SAS (dont ceux du major Frazer et du major Melot) sont parachutés dans le Morvan, sur les territoires de la Nièvre et de l'Yonne au sud d'Avallon. Ils prennent contact avec les maquis nivernais (le maquis icaunais des Iles Ménéfrier ne sera constitué qu'à la fin du

par d'importantes forces ennemies dans son camp du Bois Blanc le 3 juillet 1944, le Maquis 3 du Service national maquis dispose d'un armement qui lui permet de livrer un véritable combat. Des groupes de SAS s'installent au maquis de Merry-Vaux en août. Les maquisards reçoivent des armes et des uniformes. Guy de Kergommeaux témoigne cependant du fait que les SAS, tout en étant installés à proximité du maquis qu'il commande, menaient leurs propres opérations quotidiennes sur les routes du département sans liaison avec lui.

Le « hérisson » du Morvan ne prit jamais la dimension du projet initial. La rivalité tenace entre le COMAC et l'état-major londonien du général Koenig représenté dans le Morvan par le colonel Rondenay freina considérablement sa réalisation. D'autre part les stratèges qui l'avaient préparé abandonnèrent assez vite la conception des « maquis mobilisateurs » au sein de laquelle il s'inscrivait.

LES ÉQUIPES *JEDBURGH* ONT ÉTÉ INSTITUÉES PAR LE COMMANDEMENT ANGLO-AMÉRICAIN, AU DÉBUT DE 1944, POUR ASSURER DE MEILLEURES RELATIONS AVEC LES FFI, SUR LESQUELS IL N'AVAIT LE PLUS SOUVENT QUE DES INFORMATIONS VAGUES, INCOMPLÈTES OU INEXACTES.

elles dépendent du 6^e bureau de l'état-major FFI du général Koenig. Chaque équipe est composée de trois hommes : un officier anglais ou américain, un officier français et un sous-officier radio (bénéficiant d'un équipement ultramoderne), généralement anglais ou américain, tous volontaires. Ces hommes subissaient d'abord un entraînement intensif, à la fois sportif et militaire, qui devait leur apprendre à vivre dans un pays occupé par l'ennemi et les initier aux méthodes de la guérilla. Ensuite ils étaient parachutés en France, en uniforme, de manière à pouvoir revendiquer le statut de prisonnier de guerre s'ils étaient capturés.

Le *Special Air Service* (SAS) a été créé en Afrique à l'automne 1941. Il s'agissait alors de petits groupes d'hommes entraînés à des actions de commando à l'intérieur des lignes de l'*Afrika Korps*. La campagne d'Afrique terminée, quatre régiments de SAS furent créés en Angleterre

mois de juillet), en particulier avec le maquis Camille près duquel ils s'installent. Les officiers anglais y rencontrent deux hauts responsables de la Résistance française qui viennent eux aussi d'arriver dans le Morvan : le colonel Rondenay, Délégué militaire régional, et à ce titre représentant direct des services londoniens, et Alain Grout de Beaufort, responsable du Bureau des opérations aériennes (BOA), spécialisé dans les parachutages. Tous sont en liaison radio directe avec Londres et peuvent obtenir rapidement les parachutages qu'ils demandent

Une influence réelle mais limitée

Pour aussi précoce et importante qu'elle soit, la présence de ces forces alliées eut une influence limitée sur la Résistance de l'Yonne. Elle renforça les maquis du sud du département grâce aux nombreux parachutages qui furent réceptionnés en Puisaye par le BOA durant l'été. Attaqué

Ce n'est qu'ensuite, durant l'été, que la coopération des forces armées de la Résistance icaunaise avec l'état-major allié se renforça. Le 22 juillet, le colonel Viat (« Diagramme ») fut parachuté dans le Morvan où il succéda à Hutchinson à la tête de la mission Isaac rebaptisée Verveine. Le 3 août il devint le chef de la sous-région P3 qui rassemblait les trois départements de l'Aube, de la Nièvre et de l'Yonne. Dans la nuit du 14 au 15 août, une nouvelle mission *Jedburgh* (mission Bruce) fut parachutée. Elle prit contact avec l'état-major FFI et avec celui du réseau Jean-Marie Buckmaster. Les résistants de l'Yonne regroupés en quatre demi-brigades furent alors intégrés à la stratégie globale de libération du territoire. ■

JOËL DROGLAND

Sources : Archives nationales, 72 AJ 83. Témoignage de Guy de Kergommeaux (1997). Canaud Jacques, *Les maquis du Morvan*, Autun, Académie du Morvan, 1981, 425 pages. Rousselet Maurice, *Occupation et Libération d'un coin de Bourgogne. Bierry-les-Belles-Fontaines*, 1980 (bibliographie très complète au sujet des SAS, en français et en anglais).

Les parachutages dans l'Yonne en juin et début juillet 1944

Avec le Débarquement et les consignes d'action (sabotage des voies de communication notamment) envoyées à la Résistance intérieure, les parachutages s'intensifient : il fallait à la fois fournir des armes aux maquis dont le nombre et les effectifs sont en forte croissance, leur permettre de pratiquer les sabotages réclamés (voir article sur la mise en application du plan Vert), et leur donner les moyens de se défendre contre les attaques allemandes qui se multiplient (voir article sur les attaques de maquis).

Containers ayant servis lors de parachutages
Archives privées : collection M. Caré.



Parachutages dans l'Aillantais

D'assez nombreux parachutages avaient eu lieu dans l'Yonne en 1943 et au début de 1944, notamment dans le Sénonais, organisés par le Bureau des Opérations Aériennes, et dans l'Aillantais, organisés par le Service Opération Executive, anglais, pour le compte du réseau Jean-Marie Buckmaster. Après une longue période de disette qui dure depuis novembre 1943, le réseau Buckmaster reçoit coup sur coup plusieurs parachutages. Deux se produisent le même jour, le 28 mai 1944, l'un à Chassy, au lieu-dit Le four-à-chaux, l'autre à Malicorne. Un troisième parachutage a lieu le 1er juin sur le terrain des Miniers, dans la région de Villefranche-Saint-Phal, et un quatrième à Malicorne, le 27 juin. Ceci va permettre à Henri Frager, chef du réseau Buckmaster, qui vient d'im-

planter son PC dans la région, d'attirer à lui d'autres organisations, comme le groupe Bayard ou le groupe Chevreuil, en leur fournissant les armes qui leur font cruellement défaut.

La Puisaye favorisée

Mais c'est la Puisaye et les hommes du Service national maquis qui vont surtout bénéficier des parachutages dans cette période. Grout de Beaufort, responsable du BOA pour la zone Nord, a confié la direction départementale du

vélo puis en auto, sous la protection de deux hommes du Maquis 3, « Pad » (Jean Biéler) et « Cacane » (Germain Delacroix), pour repérer les terrains les plus appropriés, en transmettre les coordonnées à Londres, et contrôler la distribution des armes et du matériel parachutés entre les différents groupes de maquisards. Un premier parachutage, fin mai, avait déjà permis d'équiper et d'entraîner les hommes du Maquis 3, installés alors aux Vrines, près de Saint-

C'est la Puisaye et les hommes du Service national maquis qui vont surtout bénéficier des parachutages dans cette période.

BOA à un professeur de mathématiques de Paris, Michel Paillier (« Mic »), qui est venu s'installer au printemps 1944 en Puisaye. « Mic » parcourt la région, d'abord en

Sauveur-en-Puisaye. Dans la nuit du 4 au 5 juin a lieu un parachutage sur le terrain situé près de Lainsecq, dont le nom de code est « Caricature ». Dans la nuit du

14 au 15 juin, ce sont deux parachutages qui arrivent dans la même région, sur « Caricature » encore et sur le terrain « Pochoir », situé près d'Etai-la-Sauvin. Dans la nuit du 21 au 22 juin, un très important parachutage (45 containers) se produit sur le terrain « Croquis », situé lui aussi à proximité d'Etai-la-Sauvin et un autre, dans la nuit du 25 au 26 juin, dans la région de Charentenay. Dans la nuit du 4 au 5 juillet, trois parachutages « tombent » dans la même nuit, sur « Pochoir », « Caricature » et « Croquis », et un autre sur le terrain « Anjou », situé près de Val-de-Mercy : au total 54 containers et de nombreux paquets sont largués en une seule nuit, représentant plusieurs tonnes d'armes et d'explosifs.

Certains maquis sont puissamment armés

Tout ce matériel est partagé entre les différents groupes du Service national maquis de la région, à l'exception du Maquis 2 (maquis de Merry-Vaux) dont les dirigeants se plaignent à cette époque de ne pas recevoir les armes dont ils ont besoin. De ce fait ces maquis, notamment le Maquis 3, se trouvent fortement armés : les maquisards disposent de nombreuses mitraillettes et fusils anglais et canadiens, mais aussi d'un nombre conséquent de fusils-mitrailleurs et surtout possèdent des armes anti-chars puissantes, bazookas américains et PIAT anglais, sans compter les grenades de différents modèles et les explosifs nécessaires aux opérations de sabotage. Les containers apportent parfois aussi des tenues militaires (uniformes canadiens en particu-

lier) et surtout de solides chaussures de cuir, dont les maquisards ont le plus grand besoin.

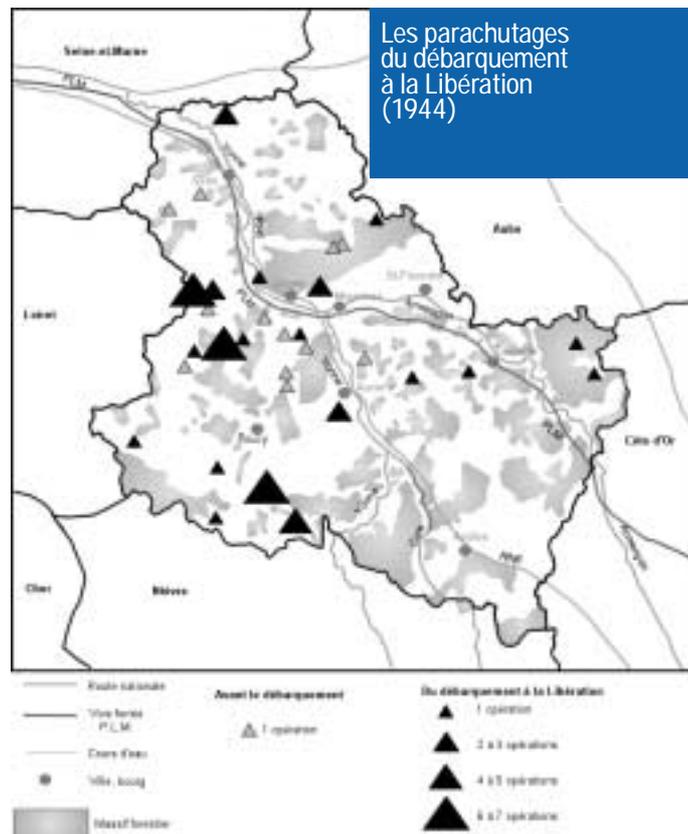
Grâce à cet armement important, ces maquis sont désormais capables de résister aux attaques de la Wehrmacht. C'est ainsi que le Maquis 3 réussit à tenir tête pendant plusieurs heures aux Allemands lors de la bataille du Bois-Blanc, le 3 juillet 1944 (voir l'article sur les attaques de maquis). Au cours du combat, l'usage d'un bazooka, aux mains de « Tatave » (Chabin), qui détruit la mitrailleuse lourde ennemie, s'avère déterminant pour l'issue du combat (par contre, le PIAT, jugé par les maquisards d'un maniement délicat, sera rarement utilisé).

D'autres manquent d'armes

Si les maquis du Service national maquis et ceux du réseau Jean-Marie Buckmaster sont particulièrement bien appro-

Au total, ce sont des tonnes d'armes, d'explosifs et de matériel divers qui ont été parachutées sur l'Yonne dans le mois suivant le débarquement.

visionnés en armes et explosifs, les autres formations sont moins favorisées. Le maquis Organisation de la Résistance Armée Chevalier reçoit, le 20 juin, un parachutage près de Coulanges-la-Vineuse, mais les formations Francs Tireurs Partisan n'obtiennent (sauf exception, comme le groupe Hoche, en forêt d'Othe, le 31 mai) aucun parachutage dans cette période, du fait de la méfiance des services alliés et gaullistes envers la Résistance communiste. Il est arrivé cependant que des accords soient conclus entre des respon-



sables FTP et ceux d'autres formations pour partager, malgré l'interdiction signifiée par Londres, une partie du matériel reçu. C'est ainsi que

d'armes, d'explosifs et de matériel divers qui ont été parachutées sur l'Yonne dans le mois suivant le débarquement. Ces parachutages continuent ensuite, en juillet et août 1944, à une cadence encore plus soutenue (voir la carte des parachutages de l'été 1944), contribuant ainsi à armer les volontaires qui affluent au maquis et à renforcer leurs capacités de défense et d'attaque. Quelques parachutages auront même lieu après la Libération, jusqu'en septembre 1944. ■ CLAUDE DELASSELLE

des membres de la compagnie FTP Colbert devaient venir le 9 juillet aider les membres du Maquis 4 à réceptionner un parachutage à proximité de Charentenay et en recevoir une part : malheureusement ce parachutage, prévu dans la nuit du 8 au 9 juillet, n'eut pas lieu et le Maquis 4 fut attaqué et démantelé par les Allemands dans la journée du 9 juillet. Enfin, pour Libération-Nord, « Verneuil » se plaint dans un rapport du 6 juillet de ne pas recevoir d'armes.

Au total, ce sont des tonnes

Sources : La Résistance dans l'Yonne, cédérom, ARORY-AERI, 2004.

Les groupes de résistants sédentaires et les maquis de l'Yonne n'ont bien sûr pas attendu le Débarquement pour tenter d'entraver les transports et les communications au service des Allemands : de nombreux sabotages de lignes électriques et téléphoniques, d'écluses et surtout de voies ferrées et de matériel ferroviaire ont eu lieu dans l'Yonne dès 1943 (et même avant) et au début de 1944. Mais avec le débarquement du 6 juin 1944, le mot d'ordre général est lancé par la radio de Londres à tous les groupes de résistants de l'intérieur d'appliquer immédiatement les plans prévus (voir l'article : La France Libre, les Alliés et la Résistance intérieure).

La mise en application du PLAN VERT dans l'Yonne

Les plans

Il s'agit en premier lieu du plan Vert, concernant les transports ferroviaires, classé en première urgence. Il a pour objectif, par le sabotage des ponts, des voies ferrées, des installations et du matériel ferroviaire, de retarder et de limiter le plus possible l'acheminement des renforts allemands en hommes et en matériel vers le front de Normandie. Viennent en deuxième urgence d'autres plans : le plan Brun, ou plan Tortue, qui vise à la neutralisation des mouvements des Panzer allemands, le plan Violet (sabotage des lignes téléphoniques), le plan Bleu (sabotage des lignes électriques à haute tension), etc. Selon le témoignage de Guy de Kergommeaux, c'est Marcel Choupot, chef de l'état-major FFI, installé au maquis de Merry-Vaux, qui avait en charge l'exécution du plan Vert.

Avec le Débarquement du 6 juin 1944, le mot d'ordre général est lancé par la radio de Londres à tous les groupes de résistants de l'intérieur d'appliquer immédiatement les plans de sabotage prévus.

Les actions de sabotage du National maquis

Parmi les groupes de résistants icaunais les plus actifs dans l'application de ces



Bombardement du 31 juillet 1944 à Laroche-migennes.
Archives privées : Roger Brissat.

consignes, en juin et juillet 1944, figurent les unités du Service national maquis, pour la plupart installées en Puisaye et dans l'Auxerrois. Les hommes du Maquis 3, noyau initial du National maquis dans l'Yonne, avaient

bénéficié, en mai 1944, à la ferme des Vrines, d'une formation à l'utilisation des armes et des explosifs parachutés et aux techniques de sabotage,

assurée par deux canadiens français, « Jacques » et « Jean », envoyés par l'état-major du Service national maquis.

Le 5 juin, les responsables du Maquis 3, « Dédé » Cagnat et Raymond Thomasset, ont reçu l'ordre de partir dans le Tonnerrois pour une mission visant à paralyser durablement le trafic de la ligne PLM par un sabotage pratiqué sous le tunnel de Lézinnes. Apprenant sur place que le tunnel est fortement gardé, ils modifient leurs plans : le 7 juin, en plein après-midi, Roger Quillin et Raymond Thomasset placent une charge d'explosif sur la voie ferrée près de Pacy-

sur-Armançon, ce qui provoque peu après le déraillement d'un train transportant des troupes et du matériel allemands. Roger Quillin, affecté ensuite au Maquis 4, effectue dans la deuxième quinzaine de juin trois sabotages dans l'Auxerrois : il fait sauter le pont de la ligne Auxerre-Avallon à l'entrée du tunnel de Saint-Moré, puis le pont de la ligne Auxerre-Clamecy près de Mailly-le-Château, coupant ainsi durablement les liaisons ferroviaires entre Auxerre et le sud du département. Ne pouvant réaliser le sabotage du pont de la ligne Auxerre-Gien à Auxerre, trop bien gardé, il se rabat sur le sabotage du transformateur de l'usine d'Augy qui fabriquait du matériel de guerre pour l'Allemagne. En juillet, les maquis du Service national maquis procéderont à d'autres sabotages ferroviaires sur les lignes d'intérêt stratégique de la Puisaye.

Les actions de sabotage des autres groupes (Bayard, ORA, FTP)

Dans la même région et la même période, juin et début juillet, le maquis ORA Chevalier, installé en forêt de Fretoy, réalise deux sabotages d'aiguillages en gare de Cravant et de Vincelles, le sabotage du pont ferroviaire de Champs-sur-Yonne, ainsi que la destruction de pylônes servant à l'alimentation en courant électrique de l'usine souterraine d'aviation de Cravant.

Dans le Jovinien et le Migennois, le groupe Bayard a

appliqué lui aussi immédiatement le plan Vert en réalisant toute une série d'opérations sur la ligne PLM : le 7 juin, la ligne PLM est sabotée à l'explosif en quatre endroits sur la commune de Cézy et en deux autres endroits sur les communes de Laroche et de Champlay. Le 9 juin, la voie PLM est à nouveau coupée près de Cézy. Par ailleurs les sabotages de matériel ferroviaire s'intensifient au dépôt de Laroche-Migennes : des locomotives et des wagons sont détériorés, une plaque tournante est bloquée ; le 14 juillet, en plein jour, « Max » (René Millereau) et « Dany » (André Dessèvre) font sauter deux plaques tournantes et deux locomotives.

Plus au nord, dans le Sénonais, la compagnie FTP Paul Bert sabote l'écluse de Port-Renard ; sept autres sabotages d'écluses ont lieu, fin juin et début juillet, sur l'Yonne et le canal de Bourgogne. D'autres sabotages ont lieu aux environs du 14 juillet dans le Sénonais, notamment ceux de la ligne PLM à Champigny-sur-Yonne par la compagnie Paul Bert, et le sabotage du transformateur de Bagneaux par le groupe FTP Hoche.

Le bilan

Au total, pour la seule période du 6 au 30 juin 1944, on comptabilise dans l'Yonne 33 sabotages de voies ferrées (dont 22 sur la grande ligne PLM) et 39 autres sabotages, visant notamment des lignes téléphoniques. La cadence des sabotages ferroviaires diminue lentement ensuite, au cours du mois de juillet et encore plus au mois d'août, sans doute à cause du renforcement de la garde des voies de transport par des requis

civils et des troupes allemandes, mais surtout parce que les maquis s'orientent de plus en plus vers des actions militaires proprement dites, en se défendant contre les attaques et en attaquant à leur tour les convois ennemis. Par ailleurs, les forces aériennes alliées prennent le relais des saboteurs pour détruire les ponts et voies ferrées : ainsi le pont ferroviaire de la ligne PLM sur l'Yonne à la sortie de la gare de Laroche-Migennes, que les résistants ne peuvent approcher du fait d'une garde renforcée, est la cible de plusieurs bombardements massifs en juillet et août 1944. ■ CLAUDE DELASSELLE

LA STRATÉGIE D'INSURRECTION NATIONALE DANS LE DÉPARTEMENT DE L'YONNE

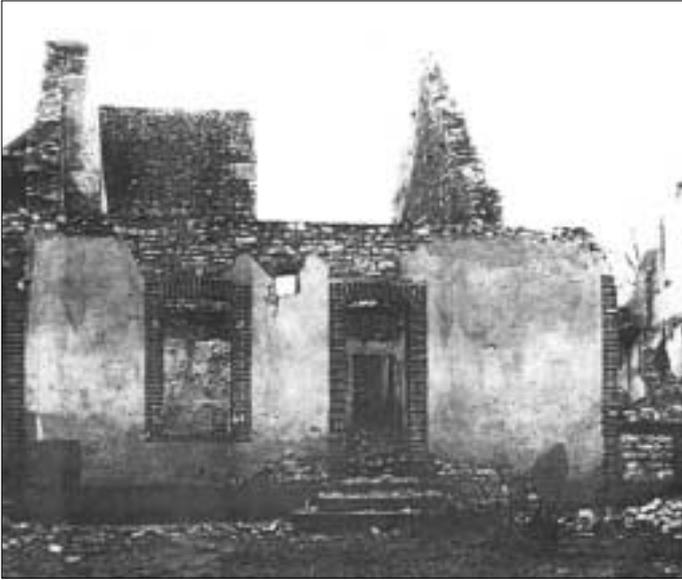
Le Comité militaire régional (état-major départemental) des FTP de l'Yonne est composé de militants communistes. Réunis le 6 juin 1944 sous la présidence de cadres interrégionaux, ils décident d'appliquer immédiatement la stratégie d'insurrection nationale défendue depuis plusieurs mois par le Parti communiste. Plusieurs villages de l'Yonne se trouvent ainsi « libérés » les 7 et 8 juin 1944 alors que les combats font rage sur les plages de Normandie.

6 juin 1944 : l'état-major des FTP de l'Yonne décide « l'insurrection nationale »

La réunion clandestine hebdomadaire du Comité militaire régional de FTP (CMR) se tient le 6 juin 1944 chez un cultivateur de Vergigny. Deux dirigeants interrégionaux sont présents dont Marcel Asmus, qui avait exercé le commandement des FTP de l'Yonne et qui était alors commissaire aux effectifs interrégionaux. Compte-tenu de son grade, c'est lui qui préside la réunion et non André Chamfroy qui est alors le responsable des FTP de l'Yonne. Asmus n'a évidemment pas encore reçu de consignes particulières adaptées à la situation nouvelle créée par le Débarquement. Il a reçu les messages de la BBC lançant les opérations de sabotage, et les actions de guérilla, mais cela ne signifie évidemment pas insurrection. Militant communiste, il décide d'appliquer à la lettre les consignes dont il a connaissance et qui traduisent une certaine conception de la tactique à appliquer à la Libération.

Deux conceptions s'opposent à ce sujet depuis des mois entre Alger (où se trouve le Comité Français de Libération Nationale du général de Gaulle et le Comité d'action en France, Comidac), Londres (où travaillent aux côtés de l'état-major allié et de celui du général Koenig, les services de la Délégation générale des services spéciaux, ex BCRA) et Paris (où siègent le Conseil national de la Résistance et sa Commission d'action militaire, le COMAC). La DGSS, les Alliés, mais aussi certaines organisations de résistance intérieure dont l'ORA (Organisation de résistance de l'Armée, plutôt giraudiste) défendent une conception purement militaire de la libération : l'action de la Résistance intérieure doit être intégrée dans la stratégie des Alliés et se limiter à appliquer les plans Violet, Vert et Bleu pendant la phase critique du Débarquement. A l'opposé, le Parti communiste milite depuis trois ans pour la lutte armée immédiate, à base de sabotages, d'attentats et de guérilla. Depuis mai 1944 l'état-major national FFI et le COMAC sont dirigés par des communistes et leur conception est désormais celle de presque toute la Résistance intérieure : dès que les Alliés lanceront la grande offensive sur les côtes françaises, la Résistance intérieure devra déclencher l'insurrection populaire, la grève générale, et occuper les bâtiments publics. L'objectif de la Libération est aussi politique : établissement d'une >

Sources : La Résistance dans l'Yonne, cédérom, ARORY-AERI, 2004.



Ruines de la maison de la famille Dumont
Archives privées :
Robert Löffroy

> démocratie directe d'un type nouveau, reconstruction de la France sur la base du programme du Conseil national de la Résistance, publié en mars 1944 et inspiré très directement d'un texte rédigé par le communiste Jacques Duclos.

Au matin du 6 juin 1944 Marcel Asmus estime sans doute que le Débarquement ouvre l'ère de la Libération et il décide de déclencher l'insurrection nationale dans le département de l'Yonne. Il sépare le département en deux zones, Nord et Sud, chacune divisée en plusieurs secteurs. Chaque membre du CMR se voit confier la responsabilité d'un secteur du département, à charge pour lui d'y déclencher l'insurrection en s'appuyant sur les forces locales des FTP, maquisards et sédentaires. Robert Loffroy écrit dans ses Souvenirs de Guerre : « *Nous avons la conviction qu'à l'annonce du Débarquement, les Français, dans leur immense majorité allaient se lever et participer au combat libérateur. L'année précédente, (ceci est important, cette action est prévue depuis longtemps, donc) le Parti m'avait confié en dépôt un important stock de petits tracts bleus qui, ayant pour titre « Les Alliés sont débarqués » appelaient les Français à l'insurrection.* »

Les tâches sont réparties : à Robert Loffroy (« Serge »), le nord-est de la forêt d'Othe, à René Millereau (« Max ») le sud-ouest de la même région, à André Chamfroy, le secteur de Migennes, à Georges Montchanin le secteur de Guerchy, à Maurice Sellier et Guy Garoche, l'Avallonnais ; Asmus se réserve pour sa

Au matin du 6 juin 1944 Marcel Asmus estime sans doute que le Débarquement ouvre l'ère de la libération et il décide de déclencher l'insurrection nationale dans le département de l'Yonne.

part l'est du département où il agira avec le maquis Vauban.

« Libérations » dans la forêt d'Othe

Robert Loffroy arrive à Bérulle, petit village de l'Aube à la limite de l'Yonne, dans la nuit du 6 au 7 juin. Il rassemble les résistants sédentaires de Bérulle, de Boeurs-en-Othe ainsi que les hommes du maquis Politzer. Ils occupent la mairie, pavoisent aux couleurs tricolores et mettent en place un nouveau conseil municipal. Les volontaires affluent ; « *les revolvers, les fusils de récupération sortent de partout* » raconte R. Loffroy. Un avion de chasse allemand ayant fait un atterrissage forcé près du hameau du Bois de Rigny, les hommes du maquis Politzer ont capturé le pilote et l'ont amené à la mairie de Bérulle. Des véhicules allemands font demi tour devant les barrages routiers. Un avion d'observation survole le secteur.

René Millereau arrive à Arces dans la même nuit. Il réveille Henri Lefèvre, chef d'un groupe local de sédentaires et lui ordonne de mobiliser ses hommes et de remettre les armes dont il dispose. Les sédentaires d'Avrolles accourent. « Max »

établit des barrages sur les routes qui conduisent à Arces, particulièrement sur la RN 5. Villechétive est également « libéré ». « Max » et « Serge » roulent désormais dans des voitures réquisitionnées.

Le 6 juin au soir, Champfroy arrive au hameau de La Fourchette où il rassemble une trentaine d'hommes : le groupe FTP Minard qui y réside et que commande René Larrivé, les sédentaires de Laroche et ceux de Bussy-en-Othe. Le 7 juin en début d'après-midi René Larrivé accompagné de trois maquisards prend possession de la mairie de Brion et du clocher dont il fait un observatoire. Il fait convoquer sur la place du village toute la population par le garde-champêtre « *par son de corne* ». On sonne le tocsin. Larrivé installe son PC dans le local de la pompe à incendie et dispose des hommes aux diverses entrées de Brion. Vers 17h, deux militaires allemands en moto arrivent de Joigny ; les sentinelles tirent, la moto fait demi-tour. Larrivé rassemble ses hommes et tous partent en direction de Bussy-en-Othe. A Bussy, Chamfroy dispose d'une trentaine d'hommes dont André Dessèvre (« Dany »), venu de Migennes, prend le commandement.

« Libérations » dans l'Auxerrois et le Tonnerrois

Asmus arrive au maquis Vauban le 7 juin. Il en prend le commandement et occupe la mairie d'Asnières-en-Montagne vers 21h. Il fait poster des sentinelles autour du village et mobilise tous les hommes de 18 à 35 ans qu'il a décidé d'incorporer dans la compagnie Vauban. Il fait faire des brassards aux femmes du village et instruire les jeunes recrues.

Guy Garoche rassemble dans les Bois Labbé, entre Lichères et Aigremont, les maquisards des trois groupes Desmoulins, Leroy et Mirabeau qui constituent le noyau de la compagnie FTP Colbert. Il reçoit le 7 juin au matin l'ordre de Maurice Sellier d'attaquer les Allemands, partout où ils seront en état d'infériorité. Maurice Sellier n'applique donc pas les ordres d'Asmus de déclencher l'insurrection, mais il choisit de lancer la guérilla. Garoche et ses hommes occupent Lichères. Le 8 juin, ils tendent une embuscade à un autocar d'Allemands. Quelques jours plus tard, ils abattent deux soldats

allemands. Le 7 juin, trois maquisards : Maurice Sellier, Guy Mathieu et Ferruccio Ricco arrivent à Diges dans la camionnette du maraîcher après être passés à Guerchy chercher des armes au domicile d'une famille de résistants sédentaires, les Dumont. Ils retrouvent les maquisards et sédentaires locaux que commande Gaston Chavanne. C'est l'effervescence

Dans notre département ces initiatives apparaissent particulièrement aventureuses et prématurées compte-tenu de sa situation géographique, des forces encore très réduites de la résistance armée et de l'implantation ennemie.

sur la place. Les drapeaux tricolores flottent sur la mairie et le monument aux Morts. Les cloches sonnent à la volée. Gaston Chavanne est élu maire par acclamations. Les FTP défilent en armes et décident d'attaquer le poste de surveillance allemand installé dans le clocher de l'église de Pourrain. Après une courte fusillade, ils doivent se replier précipitamment à l'arrivée des renforts. Après cette opération, les FTP se rendent à Mailly-la-Ville où ils tuent deux Allemands au cours d'un accrochage.

Georges Montchanin prend contact avec Roland Souday, responsable des Jeunesses communistes puis du Front national. Tous deux se rendent à Guerchy chez les Dumont, pour y chercher des armes. A Branches comme à Guerchy, on bat le tambour et on occupe la mairie. Les jeunes sont mobilisés, des arbres coupés en travers des routes. Le 8 juin vers 20 h, un convoi allemand fait demi-tour devant l'un de ces barrages.

Après l'enthousiasme, l'inquiétude, le réalisme et le drame

Au soir du 7 juin, R. Loffroy sent monter en lui « une sourde inquiétude » : « à part Bérulle et Arces, rien ne semblait bouger. Le soulèvement général qui, selon nos espoirs, devait spontanément se produire tardait vraiment à se manifester ». Il n'a aucun contact avec les autres responsables FTP qui devaient déclencher l'insurrection dans les autres secteurs du

département. Dans la journée du 9 juin raconte R. Loffroy, « une auto s'arrêtait soudain devant la mairie de Bérulle. Elle était aussitôt entourée par la population qui accourait à sa vue. C'était une voiture découverte et occupée par quatre ou cinq gars, casqués et équipés de vêtements militaires et armés jusqu'aux dents. Un seul était en civil. Très beau garçon, il se présentait à moi comme étant le commandant Francoeur ». Jean-Marie Reynaud (« Francoeur ») est le responsable du Bureau des opérations aériennes (BOA) de l'Aube et le chef du maquis de Saint-Mards-en-Othe qui assure la sécurité des terrains de parachutage. Il est furieux. Il démontre à R. Loffroy le caractère aventureux et terriblement dangereux de cette entreprise des FTP de l'Yonne. « Serge » et « Max » doivent admettre le bien fondé de ses affirmations. Le 10 juin, ils donnent aux maquisards l'ordre d'évacuer les villages qu'ils avaient « libérés ». Ces hommes vont constituer l'ossature de la compagnie FTP Rouget de Lisle.

Dans l'après-midi du 8 juin, tandis que les hommes sont rassemblés sur la place de Bussy-en-Othe et attendent « Dany » qui est parti chercher un véhicule, alors qu'aucun poste de garde n'a été disposé aux entrées du village, un véhicule allemand arrive par la route, entre dans le village et ouvre le feu. La panique s'empare des jeunes maquisards. Chamfroy ne se montre pas à la hauteur de la situation. Un homme est tué, tous se dispersent dans la crainte des représailles.

Constatant que l'insurrection ne s'étend pas, admonesté par le maire du village, Marcel Asmus doit renoncer à son entreprise et laisser tous les mobilisés rentrer chez eux dans les jours qui suivent. Il est lui même rappelé à Dijon peu après.

R. Loffroy explique dans ses *Mémoires de guerre* que le groupe FTP de Guerchy était réduit et que les volontaires qui prirent alors les armes étaient de jeunes gens qu'il avait jusqu'alors « tenu à l'écart de la Résistance, les jugeant trop légers de caractère ou qui, en raison de leur comportement dans leur vie privée, ne jouissaient pas de la confiance de la population. » Il constate d'ailleurs avec regret que « des menaces inconsidérées proférées à l'égard de certains habitants, des propos et des gestes outranciers allaient

bien vite les couper d'une partie de la population ». Prenant acte de cette situation, l'état-major FTP décide de faire évacuer Guerchy le 13 juin. C'est dans ce contexte que les Allemands investissent le village, attaquent la maison Dumont et en massacrent les habitants.

De tels événements se sont produits dans de nombreux départements du centre, du sud et de l'ouest de la France. A plusieurs reprises ils ont conduit à des drames. Le 7 juin 1944, sur ordre de la direction du PCF de zone Sud, des FTP investissent Guéret, préfecture de la Creuse, et Tulle, préfecture de la Corrèze. Ils font prisonniers les soldats des garnisons allemandes. Deux jours plus tard, ces deux préfectures sont reconquises par des unités de la division *Das Reich*. Les habitants de Guéret échappent aux représailles, mais 99 habitants de Tulle sont pendus et 149 déportés dont 111 ne reviendront pas. Dans l'Yonne les libérations anticipées ne sont pas étrangères au massacre de la famille Dumont à Guerchy le 13 juin et ont sans doute renforcé les Allemands dans leur détermination à anéantir les « bandes terroristes » comme le montrent les attaques des maquis dans les jours qui suivent.

Dans notre département ces initiatives apparaissent particulièrement aventureuses et prématurées compte-tenu de sa situation géographique, des forces encore très réduites de la résistance armée et de l'implantation ennemie. Robert Loffroy estime aujourd'hui que ce fut une « action irréfléchie aux conséquences négatives incalculables ». On retiendra aussi que ces événements sont révélateurs des immenses espoirs suscités par le Débarquement et de la culture politique de ceux qui les déclenchèrent. Ils montrent encore que le travail d'unification de la Résistance est loin d'être achevé, que les stratégies des uns et des autres sont profondément divergentes. Enfin, et ce n'est pas le moins important, que si l'opinion de la grande majorité de la population est favorable à la Résistance, elle n'en demeure pas moins encore prudente, voir attentiste ; elle ne s'engage pas. ■ JOËL DROGLAND

Sources : ADY, 6W 22570. Loffroy Robert, *Souvenirs de Guerre*, manuscrit inédit. Témoignage de Robert Loffroy (1999).

Nous avons évoqué Libération-Nord dans un précédent numéro de Yonne-Mémoire. Nous nous proposons de présenter ici la stratégie du mouvement en juin 1944. Nous le ferons à travers le regard de Jean Chapelle, que nous désignerons désormais sous son pseudonyme de « Verneuil ». Il est venu dans l'Yonne en juin 1943. Cette approche est bien entendue partielle, mais nous bénéficions de trois documents, de « Verneuil », une instruction aux responsables militaires du mouvement dans l'Yonne, datée du 8 juin ; une lettre à Gaston Vée, « Lejeune », du 14 juin, que nous avons déjà évoquée ; G. Vée a remplacé Pierre Vauthier après l'arrestation de ce dernier, en mars 1944, comme responsable civil du mouvement ; enfin un courrier du 6 juillet, destiné à la direction du mouvement, probablement à Henri Ribière.

La stratégie du responsable militaire de Libération-Nord de l'Yonne en juin 1944



« Verneuil »
Archives privées : Robert Blot.

L'instruction du 8 juin commence par ce long préambule : « La fin tant attendue du débarquement est arrivée. A partir d'aujourd'hui commence la période insurrectionnelle, mais je vous rappelle dès maintenant que le jour du débarquement ne constitue et n'a jamais

ser plus loin. Le calme, l'esprit de discipline et la plus ferme volonté de combattre sont les trois qualités nécessaires à la réussite de notre but. Vous ne devez jamais l'oublier. Il est possible que nous ne commençons la lutte que dans deux ou trois semaines au plus. Vous avez maintenant l'assurance que les Alliés s'appuieront sur nous (message du général Eisenhower au peuple français du 6 juin 1944). Mes chefs et moi, nous vous donnons à notre tour l'assurance que vous serez armés sous peu. Attendez maintenant nos ordres pour agir. Nos ordres directs et non ceux de la radio anglaise, qui ne peut connaître toutes les conditions d'une action locale.

Je vous avertis en outre de ceci : toutes les formations de résistance, tant groupes paramilitaires que comités civils, sont mises sous le commandement direct du bureau FFI départemental, par conséquent sont militarisées complètement. Tout ordre non exécuté ou toute infraction aux consignes qui vont suivre seront sévèrement punies, selon les lois militaires. »

Et dans toutes les consignes, « Verneuil » ordonne de ne pas pour le moment lancer l'action ; aux groupes francs il dit : « ces-

n'est évidemment pas question « d'insurrection ». Il n'applique pas les consignes contenues dans les messages de la BBC du 5 juin, il se range aux schémas prévus du « Bloc Planning », et dans l'instruction de de Gaulle du 16 mai. « Verneuil » mobilise, prépare les forces du mouvement, mais ne lance pas l'action.

Une stratégie très politique

La lettre du 14 juin est de nature très différente ; elle s'adresse au responsable civil de Libération-Nord, G. Vée, son ton est très direct. Elle confirme l'instruction du 8 juin. « Verneuil » écrit : « Le mouvement qui dirigera la Résistance dans l'Yonne ne peut être FFI (je veux dire le commandement, presque inconnu des hommes), mais bien le groupement qui aura le plus d'hommes disciplinés et armés et ordonnés. Si mon affaire marche, c'est Libération qui est en voie de le devenir. Mais à une condition : une entente parfaite avec les chefs FFI et une entière franchise avec eux. N'oubliez pas que ce sont eux qui reçoivent les consignes d'action immédiate, le matériel, etc. N'oubliez pas que les gens de bonne volonté qui travaillent actuellement chez nous ne comprendraient pas que nous marchions, nous Libération, « en enfants perdus » dans la bataille qui va commencer. C'est bien le sentiment général : tout le monde veut être FFI et je suis le premier à dire, pour le moment, « soyons FFI » [...] Ainsi, pour le moment, tout en développant en sous main l'action de Libération (et Ernest s'y emploie aussi beaucoup), je suis foncièrement un FFI. En tant que FFI, je m'oppose à toute action qui pourrait faire dévier cette ligne de conduite que je me suis fixée, en accord avec les trois

« VOUS AVEZ MAINTENANT L'ASSURANCE QUE LES ALLIÉS S'APPUIERONT SUR NOUS (MESSAGE DU GÉNÉRAL EISENHOWER AU PEUPLE FRANÇAIS DU 6 JUIN 1944). MES CHEFS ET MOI, NOUS VOUS DONNONS À NOTRE TOUR L'ASSURANCE QUE VOUS SEREZ ARMÉS SOUS PEU. ATTENDEZ MAINTENANT NOS ORDRES POUR AGIR. »

constitué pour nous le signal de nos opérations. Par conséquent, vous devez continuer comme auparavant votre activité normale, sauf exceptions que je vais préci-

ser immédiatement toute activité (sabotage, attaques contre les Allemands, etc.) » Les choses semblent très claires, il se place dans le cadre des directives FFI, il

chefs départementaux de Libération-Aube, Nièvre, Yonne..»

« Verneuil » maintient son attitude, il se place avec discipline dans le cadre des FFI, et pour au moins deux raisons, qui se rejoignent. Il réalise, avec beaucoup de lucidité, que pour beaucoup de résistants, pour la partie de la population qui sympathise avec la Résistance, les divisions entre résistants seraient très mal acceptées, mais il sait que pour se développer, pour atteindre ses objectifs, Libération-Nord doit démontrer sa capacité dans les combats à venir, et pour cela doit profiter de la logistique FFI, et de ses moyens (liaisons avec Londres contrôlées par Koenig, armes). Il espère que Libération, devenu le mouvement le plus puissant « dirigera la Résistance dans l'Yonne », et permettra aux idées socialistes de l'emporter. Il semble travailler à la consolidation de Libération, « si mon affaire marche. Émile s'y emploie beaucoup (il s'agit sans doute d'Ernest Laureillard) » ; il est en train de constituer dans la forêt d'Othe un rassemblement qu'il souhaite important de maquisards.

Mais « Verneuil » est-il très réaliste ? Il évoque la création d'un NAP (Noyautage des Administrations Publiques, organisation présente notamment dans les préfectures, les sous-préfectures, etc.) : « bien entendu, c'est un NAP Libération », puis il écrit : « Pour les groupes de Résistance de la Puisaye, faites les adhérer dès maintenant. Je passerai deux ou trois jours dans cette région pour les organiser et leur apporter des armes. » C'est une phrase étonnante, car pour l'essentiel, à notre connaissance, il n'y a pas eu de NAP dans l'Yonne (y a-t-il eu un NAP à la préfecture ?), et d'autre part les membres clandestins du Mouvement Résistance, après la crise de l'automne 1943, ont rejoint pour la plupart le Service national maquis. Ceci donne l'impression que Verneuil surestime les forces et l'influence de Libération-Nord.

Au début de juillet, des convictions intactes mais beaucoup de désarroi

Le courrier du 6 juillet est d'une toute autre tonalité. « Verneuil » y apparaît isolé, à la fois de la direction du mouvement, dont il dit ne pas avoir de nouvelles, et des autres dirigeants du département : « Je n'ai pas vu Lejeune depuis un mois et

deux. Je lui ai donné pas mal de rendez-vous et je n'ai jamais pu le joindre [...] Je lui ai procuré une ronéo qu'il a cachée et que je n'ai pu reprendre, ce qui paralyse le travail de propagande. » Il fait un tableau assez sombre de la situation du mouvement un mois après le débarquement :

« Les effectifs de Libération se montaient à 8000 environ en mars et se localisaient dans tout le département. Aujourd'hui, j'ai 2000 hommes, ce qui est bien (ces chiffres sont bien entendu à prendre avec beaucoup de précautions, notamment ceux de mars qui sont très surestimés). Je ne contrôle que deux secteurs (une quinzaine de cantons).

Libération a donc perdu beaucoup. Je n'ai plus personne à Auxerre, ni à Sens, ni à Joigny. Tous nos anciens camarades de ces parages sont passés à l'ORA ou au Service national maquis. Grosse propagande contre nous, contre moi et mon adjoint. Je n'ai pas d'armes et c'est la seule raison de ces défections [...] Ce manque d'armes m'a forcé à passer la moitié de mes maquis à l'ORA [...] Je vous demande encore une fois de faire votre possible pour m'avoir des armes [...] Je suis, bien entendu en rapport avec le BOA local. Mais son mauvais vouloir est systématique.. » Ce que dit « Verneuil » ici est loin de la réalité telle que nous la connaissons aujourd'hui : l'ORA (l'Organisation de Résistance de l'Armée) n'a jamais été présente dans les régions de Sens et Joigny. Par contre à Joigny, le groupe Bayard a été rattaché à Libération-Nord, même si les relations entre Paul Herbin et « Verneuil » sont mauvaises, ce dernier acceptant très mal l'indépendance de Bayard.

Libération-Nord a connu un mois de juin très difficile, avec les attaques meurtrières contre les maquis de la forêt d'Othe (voir l'article sur les attaques contre les maquis). « Verneuil » évoque ces pertes dans ce courrier ; il indique aussi sa décision de revenir à des groupes de 10 hommes, abandonnant ce qu'il appelle les « gros maquis ». Or, trois semaines après, sera organisé le grand rassemblement des Iles Ménéfrier, qui atteindra environ 1500 hommes ! Malgré toutes ces difficultés, « Verneuil » maintient les perspectives politiques évoquées le 14 juin : « Je voudrais que vous le

sachiez bien : les gens d'ici : paysans, artisans, ouvriers d'usine, bien entendu, employés divers, sympathisent instinctivement avec Libération parce qu'ils en espèrent quelque chose. Le Front National les inquiète par son activité prématurée (voir sur ce point l'article de Joël Drogland sur les opérations de libération entreprises par les FTP) ; l'ORA les exaspère par son esprit de caserne et de réaction. Je rencontre au gré de mes déplacements un grand mouvement de sympathie en faveur d'un groupe qui préparerait l'avenir, car maintenant nous avons obtenu que les gens y songent.

Mais les gens et surtout les jeunes veulent avant tout se battre et Libération n'a rien à leur mettre en mains. De cette façon non seulement le gros de la population, tout en étant de pensée avec nous, nous quitte ; mais les jeunes que nous pourrions éduquer dans le maquis, se dirigent là où on leur procure bazookas et mousquetons mitrailleurs. Je sais bien que cela est un tout petit épisode dans la révolution qui vient et que nos partisans nous reviendront bien un jour. Mais je crois utile de commencer dès maintenant leur formation, de déclencher dès maintenant un mouvement de pensées en faveur d'une rénovation sociale. Une simple question de matériel nous freine. »

Cette vision est très significative de ce que préconise la direction du mouvement, dont les membres appartiennent au Comité d'Action socialiste (parti socialiste clandestin). Dans le CDL, Libération-Nord est fortement représenté, le préfet de la Libération, Gibaud, appartient au mouvement. Il reste à donner à Libération-Nord une force militaire qui lui permette de s'imposer naturellement le moment venu. Est-ce que cela n'expliquerait pas les risques considérables pris à la fin du mois de juillet pour réaliser le plus grand rassemblement de maquisards aux Iles Ménéfrier ? Mais « Verneuil » n'exagère-t-il pas l'influence politique de son mouvement ? Quand il aura des armes, les jeunes qui sont allés dans d'autres maquis reviendront-ils ? Rien n'est moins sûr. ■ JEAN ROLLEY

Sources : Archives départementales de l'Yonne, instruction du 8 juin ; archives privées de M. G. Vée, lettre manuscrite de J. Chapelle, du 14 juin ; archives de Libération-Nord, courrier du 6 juillet, aimablement communiqué par M. Charles Pot.

AVEC LE DÉBARQUEMENT, LA CROISSANCE RAPIDE DES MAQUIS DE L'YONNE

La Résistance icaunaise est devenue une force structurée, active et combattante en 1943. Les organisations de résistance se sont alors solidement implantées à partir de groupes locaux constitués dans les deux années précédentes. La réception de parachutages et les premiers sabotages s'ajoutent alors aux actions de propagande. Quelques petits groupes d'hommes armés se constituent en maquis au début de l'été 1943. Les attaques de l'ennemi et les rigueurs du climat les contraignent à disparaître au début de l'hiver. Au printemps 1944, tandis que grandit l'espoir d'un débarquement allié et que les conditions de l'occupation se durcissent encore, les maquis se multiplient. L'événement tant attendu se produit le 6 juin 1944 sur les plages de Normandie. Quel est son impact sur les maquis de l'Yonne ?

Maquisards dans la forêt (été 1944). Source : Musée de la Résistance, Auxerre.



Les maquis à la veille du Débarquement

Né au début de 1943, installé à la ferme des Essarts près d'Asnières-en-Montagne (Côte-d'Or), le maquis FTP Vauban est le plus ancien des maquis de l'Yonne. Les quelques autres maquis FTP créés au printemps 1943 ont disparu à l'automne. Au printemps 1944 trois organisations créent de nouveaux maquis : les FTP, le Service national maquis et Libération-Nord.

Robert Loffroy, chargé du recrutement au sein de l'état-major départemental FTP implante plusieurs maquis dans la forêt d'Othe : le maquis Bourgogne près des Bordes, les maquis Victoire et Liberté près de Paroy-en-Othe, le maquis Politzer près de Bérulle (Aube), le maquis Gaulois près de Vaumort, le maquis des Clérimois près de Sens. Attaques ou menaces d'attaque les ont contraint à quitter la forêt d'Othe et la plupart de leurs éléments se sont regroupés sur la rive gauche de l'Yonne, près de Saint-Sérotin où ils vont constituer le noyau du maquis Paul Bert.

Le Service national maquis s'implante dans le département au printemps 1944. Il crée son premier maquis dans un bois situé entre Mézilles et Saint-Sauveur, près de la ferme des Vrines : ce sera le Maquis 3. Il réceptionne son premier parachutage le 23 mai 1944. L'organisation se fonde sur les militants rescapés du démantèlement du mouvement Résistance en 1943. Pour cette raison, le Service national maquis est essentiellement implanté en Puisaye : le Maquis 1 entre Saint-Fargeau et Charny, le Maquis 2 à l'orée de la forêt de Merry-Vaux, le Maquis 4 dans un secteur triangulaire délimité par les routes Auxerre-Clamecy et Auxerre-Avallon. La localisation du Maquis 6 (ou maquis Bourgogne) dans la forêt d'Othe est une exception à la règle de localisation en Puisaye.

Libération-Nord a envoyé dans l'Yonne Jean Chapelle (« Verneuil ») au printemps 1943, avec la fonction de responsable militaire. Il a implanté solidement son organisation dans le Tonnerrois et l'Avallonnais et contrôle deux maquis au printemps 1944 : le maquis Garnier près d'Avallon et le maquis Aillot au sud de Tonnerre.

Deux importants maquis doivent encore être mentionnés bien qu'ils dépendent

des organisations auboises de résistance. Le maquis de Saint-Mards-en-Othe a été constitué par le Bureau des opérations aériennes (BOA) afin de protéger plusieurs terrains de parachutage homologués au cœur de la forêt d'Othe. Début juin 1944 la direction auboise des FTP a décidé d'implanter un maquis au nord-est d'Arces, sur le territoire de l'Yonne, c'est le maquis de Suy.

Plusieurs maquis sont ainsi déjà actifs

AU PRINTEMPS 1944 TROIS ORGANISATIONS CRÉENT DE NOUVEAUX MAQUIS : LES FTP, LE SERVICE NATIONAL MAQUIS ET LIBÉRATION-NORD.

dans le département quand se produit le Débarquement. Ils se livrent à des sabotages, en coopération avec les groupes de sédentaires.

Le Débarquement a un triple effet sur les maquis de l'Yonne : leur nombre augmente, leurs effectifs explosent, leur stratégie évolue.

La naissance de nouveaux maquis

Chez les FTP on assiste à un double phénomène simultané : la création de nouveaux maquis et l'organisation de compagnies qui regroupent maquisards et sédentaires d'un même secteur géographique. Au nord du département Constantino Simo (capitaine « Castagne ») prend la direction du maquis Paul Bert qui devient une compagnie. Le maquis se renforce, se structure et se déplace dans les bois de Chatillon près de Villemanche le 1er juillet. A la suite de l'échec des « libérations anticipées » (voir notre article p9), 80 maquisards et sédentaires de la forêt d'Othe sont regroupés près de Dilo où ils constituent la compagnie Rouget de Lisle commandée par le très douteux lieutenant « Jo ». Ayant reçu l'ordre de gagner le sud du département, la compagnie s'installe en maquis près de la Ferté-Loupière. Relevé de son commandement vers le 20 juin parce que ses méthodes font fuir les hommes, « Jo » est remplacé par Paul Charruet. La compagnie est attaquée le 25 juin à Chevillon. Elle est dissoute à la fin du mois et la trentaine de rescapés intègrent la compagnie Colbert dans les bois de Lisle-sur-Serein. Cette compagnie est née un mois plus tôt de la fusion de quatre petits groupes mobiles de maquisards constitués pour certains

depuis plusieurs mois. Leur regroupement a lieu dans la forêt d'Hervaux, près du Grand Val de la Nef. Maurice Sellier et Guy Garoche en prennent le commandement. Henri Lefèvre qui commandait un détachement de la compagnie Rouget de Lisle a refusé d'obéir à l'ordre de départ vers le sud. Il est resté dans les bois près de Dilo et a constitué avec des hommes venus le rejoindre un maquis qu'il a installé dans le bois des Centaines, près de Villechétive.

Obligé de reconnaître le fait accompli, l'état-major FTP en a fait la seconde compagnie Rouget de Lisle.

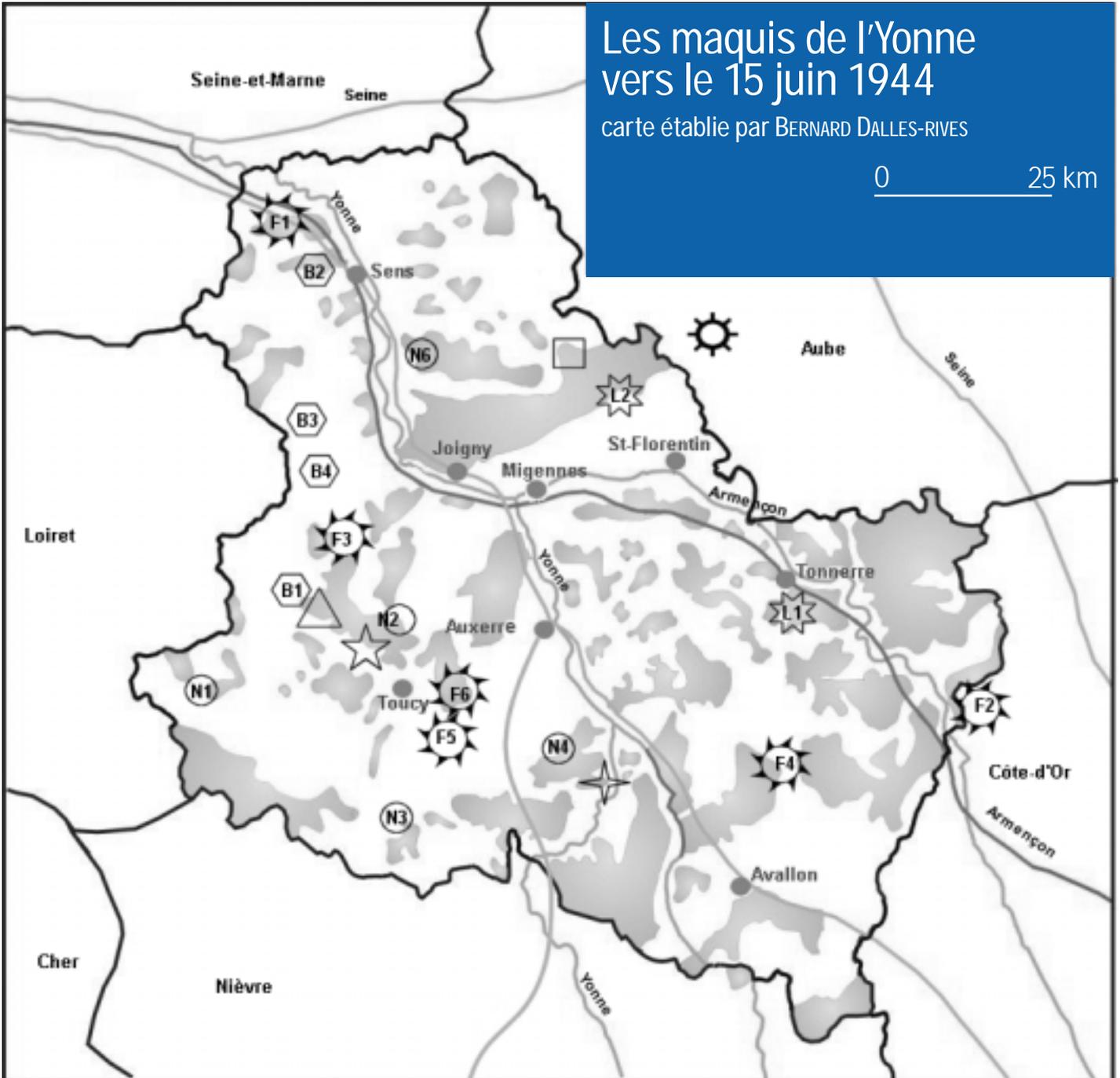
Au sein de Libération-Nord, l'organisation des maquis se renforce également. Le maquis Garnier a pris position près de Massangis, à Villers-Tournois, sur les falaises qui dominent la route. Le 8 juin il est attaqué par un détachement de Russes blancs et doit se replier. Regroupé à Villiers-la-Grange, il y est attaqué de nouveau le lendemain. Dans le Tonnerrois, le maquis Aillot reste actif quelques jours encore, mais il ne survivra pas à l'attaque du 18 juin 1944 (voir l'article sur les attaques contre les maquis).

Au lendemain du Débarquement, « Verneuil » conçoit la création d'un maquis d'un type nouveau, adapté à une nouvelle tactique. Il s'agit de créer un puissant maquis qui deviendrait une unité combattante intégrée dans les plans stratégiques alliés de la libération du territoire. Il fait accepter son projet par Marcel Choupot, chef départemental FFI. La région choisie est la partie centrale de la forêt d'Othe, autour de Chailley, à la limite des départements de l'Yonne et de l'Aube, près des maquis auboises de Suy et de Saint-Mards-en-Othe. Les premiers hommes s'installent près du hameau de Vaudevannes le 12 juin ; « Verneuil » arrive le lendemain pour installer son PC dans le maquis baptisé Horteur. Ce maquis ne survivra pas à la puissante attaque du 23 juin. « Verneuil » renonce pour un temps à son choix d'un grand rassemblement (voir l'article sur sa stratégie, et son courrier du 6 juillet). Mais il y reviendra très vite, et organisera le grand rassemblement des lles Ménéfier. >

Les maquis de l'Yonne vers le 15 juin 1944

carte établie par BERNARD DALLES-RIVES

0 ————— 25 km



- | | | |
|----------------------|---|--|
| — Route nationale | ○ Maquis du Service national maquis
N1. Maquis 1
N2. Maquis 2
N3. Maquis 3
N4. Maquis 4
N6. Maquis 6 | ⬡ Maquis J.M. Buckmaster
B1. Maquis de l'Etang-Neuf
B2. Maquis Kléber
B3. Maquis Machefer
B4. Maquis de Cudot |
| — Voie ferrée P.L.M. | ⬠ Maquis Libération-Nord
L1. Maquis Aillot
L2. Maquis Horteur | △ P.C. J.M. Buckmaster |
| — Cours d'eau | ⊛ Maquis ORA | ⊙ Maquis FTP
F1. Maquis Paul Bert
F2. Maquis Vauban
F3. Maquis de l'Etang-Sec
F4. Compagnie Colbert
F5. Maquis Jean-Jaurès
F6. Maquis Mirabeau |
| ● Ville, bourg | □ Maquis FTP-Aube | ☆ P.C. FFI |
| ■ Massif forestier | | ⊙ Maquis BOA-Aube |

> Le Débarquement donne une impulsion forte au Service national maquis. Ses dirigeants sont en relation directe avec ceux du BOA qui sont venus s'installer dans le Morvan pour appliquer les plans alliés de création d'un puissant rassemblement de maquisards, le « hérisson du Morvan ». Le colonel Rondenay, Délégué militaire pour la zone Nord est lui aussi présent et dispose de moyens importants. C'est pourquoi de nombreux parachutages ont lieu en Puisaye qui bénéficient d'abord au Service national maquis dont les maquis se renforcent en juin. Le 14 juin, Guy de Kergommeaux est envoyé de Paris pour prendre le commandement du Maquis 2. Il rencontre Marcel Choupot et installe ses

est assurée par le maquis de l'Étang-Neuf (près de Grandchamps) commandé par André Soustre. Dans la première quinzaine de juin, le réseau entreprend de créer des maquis dans le nord-ouest et le nord du département. Moïse Flottet (« Kléber ») rencontre Roger Bardet, adjoint de Frager, le 11 juin à Sommechaize. Il reçoit mission de fonder un maquis dans le Sénonais. Le 17 juin il s'installe avec quelques hommes près de Villebougis. Ainsi naît le maquis Kléber, ou maquis du Bois de Bruneau. Au même moment, un groupe s'installe dans les bois de Cudot et s'organise en un maquis composé d'une vingtaine de jeunes. Ce maquis de Cudot devient une antenne du groupe jovinien Bayard et

dans le hameau de la Grilletière et non dans les bois, il ne s'agit pas véritablement d'un maquis.

L'impact du Débarquement est évident sur les maquis de l'Yonne dont il augmente fortement le nombre comme le montre la carte établie par Bernard Dalle-Rive. À l'exception du puissant rassemblement des Iles Ménéfrier fin juillet 1944, aucun gros maquis n'apparaîtra plus dans l'Yonne.

Des effectifs en forte croissance

La mutation des maquis ne tient pas seulement à leur nombre. Les hommes affluent de plus en plus nombreux dans les maquis qui voient leurs effectifs bondir dans le contexte nouveau d'une libération désormais certaine. Pour reprendre la pertinente typologie établie par Jacques Canaud dans sa thèse consacrée aux maquis du Morvan, les maquis du département deviennent en juin des maquis refuge. On y affine des villages proches, des villes du département mais aussi beaucoup de la région parisienne. À chaque fois qu'elles sont possibles, les études précises menées sur tel ou tel maquis confirment le phénomène. Au Service national maquis, le Maquis 4 compte 20 hommes début juin et 60 début juillet ; le Maquis 3 passe de 40 hommes fin mai à 140 début juillet. La compagnie FTP Rouget de Lisle compte 110 hommes vers la mi-juin ; le maquis aubois de Suy en regroupe 120 à la même époque ; la compagnie FTP Colbert en rassemble 140 vers la mi-juillet.

Cette forte croissance pose aux maquis refuge de nombreux problèmes qu'il leur faut impérativement résoudre : celui de l'armement, celui du nécessaire encadrement d'hommes jeunes et fougues et bien évidemment celui du ravitaillement. C'est pourquoi le nomadisme continue, ce qui multiplie les risques d'accrochages et fragilise les maquis.

Vers la guérilla

Lentement, progressivement, inégalement selon les organisations et selon les régions, le maquis refuge devient un véritable maquis de combat. Deux conditions doivent être réunies pour que cette étape puisse être franchie : il faut que le maquis soit armé et il faut qu'il soit encadré.

L'armement des maquis durant l'été 1944 >

L'ORGANISATION DE RÉSISTANCE DE L'ARMÉE (ORA) S'EST IMPLANTÉE DANS L'AUXERROIS EN 1943 AUTOUR DU JEUNE FRANÇOIS DE MONTAUDOIN (« CHEVALIER »).

hommes à la Fontaine Joubert, dans la forêt de Merry-Vaux. Le Maquis 3 est attaqué le 9 juin au camp de la Gaillarderie près d'Étais-la-Sauvin. Il se déplace et s'installe le 22 juin au Bois Blanc, au nord d'Andryes. Les maquisards effectuent plusieurs sabotages ferroviaires. Charles-Albert Houette, châtelain de Lamothe-Jarry, prend le commandement du Maquis 1 et l'installe début juillet dans les bois de la Coutelée, entre Bléneau et Lavau, à l'ouest de Saint-Fargeau. Le 26 juin, le Maquis 4 reçoit un important parachutage dans les bois de Charentenay, qui permet de vêtir et d'armer les hommes. Chargé d'exécuter le Plan Vert dans son secteur, le Maquis 4 effectue plusieurs sabotages ferroviaires. Dans la forêt d'Othe le Maquis 6 – totalement indépendant de l'état-major départemental – est installé depuis la fin du mois près du hameau de la Grange-aux-Malades (commune des Bordes). Les volontaires affluent dans les jours qui suivent le Débarquement.

Deux organisations qui n'avaient pas encore créé de maquis le font dans les jours qui suivent le Débarquement.

Fortement implanté dans l'Aillantais et dans le Jovinien, le réseau Jean-Marie Buckmaster se renforce encore par l'installation du PC national de l'organisation et de son chef Henri Frager, le 24 mai 1944 près de Sommechaize. La sécurité du PC

bénéficie par la suite des armes réceptionnées par le réseau Jean-Marie sur le terrain de parachutage des Miniers, entre les bois de Cudot et Villefranche-Saint-Phal. Ce maquis est en relation étroite avec le maquis de Machefer créé au milieu des bois de Saint-Loup-d'Ordon par des réfractaires qui connaissent parfaitement le secteur. Au nord du Sénonais se constitue fin juin ou début juillet le maquis de Courlon, installé sur le plateau qui borde l'Yonne aux limites du département de Seine-et-Marne.

L'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA) s'est implantée dans l'Auxerrois en 1943 autour du jeune François de Montaudoin (« Chevalier »). Il a pris de nombreux contacts, en particulier avec d'anciens militaires dont le capitaine de réserve André Perrot et le lieutenant Pierre Thouverey. Le 6 juin 1944, celui-ci, accompagné de quelques hommes, installe un maquis ORA dans une grange du hameau des Champs Gras sur la commune de Mailly-le-Château, au nord-est de la forêt de Fretoy. Rapidement les effectifs grossissent et le maquis s'installe dans les bois près de la maison forestière des Champs Gras. À la fin du mois de juin, un second maquis ORA est créé dans la région d'Escamps, au sud-ouest d'Auxerre, sous la responsabilité d'André Perrot et de Marcel Marien, lui aussi militaire. Installé

> se fait par des parachutages réalisés par les Alliés dans le cadre du BOA et dans celui du réseau Jean-Marie Buckmaster (voir l'article consacré aux parachutages p6) La qualité de l'encadrement varie selon les maquis. Ceux du sud du département bénéficient de la présence des officiers et des soldats alliés parachutés dans le cadre des missions Jedburgh et des groupes de SAS (voir notre article). La présence d'officiers de réserve (au sein de l'ORA par exemple), d'officiers de gendarmerie (Jean Magendie à la seconde compagnie FTP Rouget se Lisle) ou de chefs à l'autorité solide et au charisme certain (le capitaine « Castagne » au maquis FTP Paul Bert) permet à beaucoup de maquis d'être correctement encadrés. Le problème devient encore plus aigu au cœur de l'été avec l'explosion des effectifs.

De véritables actions de guérilla peuvent alors être entreprises. Il s'agit d'actions offensives, préparées, menées avec rapidité pour bénéficier de l'effet de surprise, suivies d'un repli immédiat dans les bois. Elles s'insèrent dans la stratégie globale des Alliés. L'attaque d'un car allemand à Lichères le 8 juin 1944 par la compagnie FTP Colbert marque le début d'une longue série d'embuscades tendues sur les routes. Ce n'est cependant qu'en juillet et août 1944 que la guérilla sera effective et générale dans notre département : 90 actions en juin et surtout juillet, 73 en août.

Si l'on ajoute une quarantaine d'accrochages à ces 160 actions offensives, on appréhende la réalité de l'action des maquis dans l'Yonne durant le printemps et surtout l'été 1944. En multipliant les maquis, en faisant croître leurs effectifs, en permettant par des parachutages nombreux leur armement, en renforçant leur volonté de combattre et de vaincre, le Débarquement a marqué un tournant fondamental dans l'histoire des maquis de l'Yonne. ■ JOËL DROGLAND

Sources : Canaud Jacques, *Les maquis du Morvan (1943-1944)*, Académie du Morvan, Château-Chinon, 1981, 425 pages. La Résistance dans l'Yonne, cédérom, ARORY-AERI, 2004.

Un nombre important de monuments, stèles et plaques érigés dans les communes de notre département témoignent de la lutte menée contre les maquis à partir de juin 1944. Avant le 6 juin, la répression des maquis, encore peu fréquente, était assurée conjointement par les Allemands et par le régime de Vichy. Ce dernier avait mis en place les corps francs de lutte contre le terrorisme. Ces unités étaient composées d'un peloton de gendarmerie et d'une section de GMR (groupes mobiles de réserve). Après le Débarquement, un changement s'opère. L'état-major allemand prend seul en charge la répression des maquis lesquels commencent à se multiplier (voir la carte de l'implantation des maquis vers le 15 juin).

JUIN 1944 : LES ALLEMANDS ATTAQUENT LES MAQUIS

Soucieux de dégager leurs lignes de communication avec le front de Normandie, les Allemands décident de combattre tout ce qui pourrait faire obstacle. L'anéantissement des maquis, en particulier ceux implantés en forêt d'Othe, entre dans ce plan d'action. Parallèlement, l'action des maquis connaît au cours de ce mois de juin, une mutation importante. Plus riches en effectifs et en armes grâce à la multiplication des parachutages, certains maquis deviennent de véritables organisations de combat. Les Allemands réagissent en durcissant la répression et en l'élargissant aux populations civiles accusées d'aider les maquisards. La cruauté des exactions allemandes montre toute la détermination de l'occupant à anéantir « les terroristes et leurs complices ».

Les « Russes blancs » avaient en charge la répression des maquis

Opérant aux côtés de la Wehrmacht, les « Russes blancs » sont spécialisés dans la répression des maquis. Ces soldats russes, ukrainiens ou bien encore baltes étaient des anciens combattants de l'Armée Rouge faits prisonniers sur le front de l'Est. Ils avaient été recrutés par le

général Vlassov passé au service de l'Allemagne nazie au cours de l'été 1942. Dans l'Yonne, les attaques de maquis sont généralement le fait des unités dépendantes de l'*Ostbataillon 615*, de passage ou stationnant dans certaines communes du département, Avallon ou Saint-Florentin par exemple.

Les rapports de gendarmerie et les différents témoignages nous permettent de saisir l'importance des effectifs engagés contre les maquis, généralement deux à trois cents hommes. Cependant, vers la fin du mois de juin, les forces ennemies sont nettement plus nombreuses, signe de la radicalisation de la lutte contre les maquis. Par exemple, le 20 juin, plus d'un millier de soldats allemands prennent d'assaut le maquis de Saint-Mards-en-Othe.

Les Allemands ont toujours préparé avec méthode leurs offensives contre les maquis. Une attaque était presque toujours décidée le matin, à l'aube, afin de bénéficier de l'effet de surprise. Seule l'attaque du Maquis 3 du Service national maquis, au lieu-dit le Bois Blanc, s'est déroulée en fin d'après-midi. A chaque fois, l'ennemi investit et encercle les villages proches du maquis afin de bloquer ses



Corps de maquisards tués lors de l'attaque du maquis de Saint-Mards-en-Othe, le 20 juin 1944.
Archives privées : Ferruccio Ricco.

voies d'accès, car la localisation des maquis était connue des Allemands. Certains ont été infiltrés par des agents travaillant pour les services de renseignement allemand (*l'Abwehr*) ou de police (*Gestapo*). D'autres ont été dénoncés ou ont été simplement victimes du manque de prudence des maquisards. A cela s'ajoutent des risques de plus en plus grands pour les maquis d'être repérés du fait de l'augmentation significative des effectifs dépassant la centaine de volontaires, comme pour le Maquis 3 qui compte environ 120 hommes début juillet.

Protéger la ligne de communication allemande avec le front de Normandie
Un des plans d'action de la Wehrmacht avait pour objectif d'anéantir tous les maquis afin qu'ils ne puissent menacer les liaisons nécessaires avec le front de Normandie. Début juin, les Allemands réagissent aux actions de guérilla des maquis. Les accrochages commencent à se multiplier : le 8 juin à Villers-Tournois près de Massangis et le 9 juin à Villiers-la-

Grange, les hommes du maquis Garnier commandés par Robert Montchanin affrontent des unités de *l'Ostbataillon 615*. L'accrochage fait une victime et provoque la dislocation du maquis. Le même jour, le camp de la Gaillarderie près d'Étais-la-Sauvin, lieu d'implantation du Maquis 3 (Service national maquis), est attaqué. La vingtaine de maquisards présents parvient à se replier mais cette attaque surprise fait cependant trois victimes parmi eux.

A PARTIR DE LA MI-JUIN, LA RÉPRESSION S'ACCÉLÈRE ET S'INTENSIFIE. DE GRANDES OFFENSIVES SONT LANCÉES CONTRES LES MAQUIS IMPLANTÉS DANS LE TONNERROIS, LA FORÊT D'OTHE ET LE NORD DE LA PUISAYE.

A partir de la mi-juin, la répression s'accélère et s'intensifie. De grandes offensives sont lancées contre les maquis implantés dans le Tonnerrois, la forêt d'Othe et le nord de la Puisaye. Le 18 juin, à la suite d'une attaque, les quarante volontaires du maquis Aillot réfugiés dans les bois de Vireaux, se dispersent. Cette attaque sur-

prise fait six victimes. Le 20 et 23, le maquis de Saint-Mards en Othe et le maquis Horteur (alors en cours de création) sont totalement détruits. Le 25 juin 1944, les membres du PC du réseau Jean-Marie Buckmaster installé au lieudit la Petite Ermite dans les bois de Perreux réussissent à échapper à leurs assaillants tout comme la compagnie FTP Rouget de Lisle implantée au maquis de l'Étang-Sec près de Chevillon. Toutefois, les maquisards FTP subissent des pertes importantes, un mort et une dizaine de blessés ce qui provoque la dislocation de leur compagnie. Rendus certainement nerveux par l'échec de cette vaste offensive qui avait mobilisé des forces venant d'Auxerre et de Montargis, les soldats allemands abattent trois jeunes garçons lors d'un contrôle d'identité dans un café à Bleury, près d'Aillant-sur-Tholon.

Jusqu'alors les maquisards avaient toujours l'ordre de décrocher en cas d'attaque. Ils n'avaient en effet ni les armes ni les effectifs suffisants pour affronter directement l'ennemi. La situation change vers la fin juin. Le rapport de force devient moins inégal sans pour autant s'équilibrer. La multiplication des parachutages après la mi-juin, le renforcement des maquisards par des membres des *Special Air Service (SAS)* (voir article sur les Alliés et la Résistance dans l'Yonne) et l'augmentation des effectifs expliquent la transformation de certains maquis en maquis de combat. Davantage armés, constitués d'effectifs plus conséquents, mieux structurés et encadrés, les maquis deviennent des organisations préparées à l'affrontement direct. Ainsi le combat du Bois Blanc, le 3 juillet, constitue la plus

importante confrontation qui ait eu lieu dans notre département. 120 hommes du Maquis 3, bien équipés et disciplinés, tiennent tête pendant plusieurs heures à leurs assaillants pourtant beaucoup plus nombreux. Si l'on ne déplore que trois morts parmi les maquisards, ils sont par contre probablement une cinquantaine >

> chez l'ennemi, auxquels il faut ajouter de nombreux blessés. Cette résistance maquisarde surprend le colonel allemand qui commandait l'attaque. Croyant avoir eu affaire à un groupe de soldats alliés parachutés, le colonel décide de ne pas engager de représailles contre la population des villages située à proximité du maquis. Celle-ci a donc eu beaucoup de chance car dès la mi-juin, la répression engagée contre les maquisards et les civils accusés d'être leurs complices était de plus en plus violente.

Radicalisation de la répression allemande contre les maquis

L'attaque du maquis de Saint-Mards-en-Othe le 20 juin symbolise la radicalisation de la répression contre les maquis. Près de 300 maquisards installés dans les bois à la frontière de l'Aube et de l'Yonne sont attaqués par plus de mille soldats armés de canons, d'obusiers, et de véhicules blindés légers. L'attaque se porte sur trois fronts, très tôt le matin. Les combats sont terribles. Pourtant, la majorité des maquisards réussit à se replier et à échapper à l'encerclement. En fin d'après-midi, les installations du maquis sont détruites. Finalement, 27 résistants sont tués et massacrés, la plupart horriblement mutilés (émasculation, énucléation). Cet affrontement montre que la Wehrmacht continue de considérer les maquisards comme des francs-tireurs et se conduit à leur égard avec une extrême férocité malgré leur incorporation, en tant que FFI, à l'Armée française (décision prise le 13 juin par le gouvernement provisoire de la République française). L'acharnement sur les corps des maquisards s'explique également par les nombreuses pertes côté allemand : plus d'une quinzaine de morts et de blessés. Dans l'espoir de capturer les résistants rescapés, les soldats allemands ratissent pendant plusieurs jours la forêt d'Othe. Ils espèrent aussi débusquer d'autres maquis. Un véritable climat de terreur qui touche aussi les civils est dès lors, institué par l'occupant.

Les représailles contre les civils : terreur en forêt d'Othe

Quelques heures après l'attaque du maquis de Saint-Mards-en-Othe, les représailles avaient débuté au hameau de la

Rue-Chèvre situé sur la commune de Sormery dominant Chailley. La ferme des Mathieu est investie. La violence se déchaîne contre cette famille qui rendait de nombreux services aux maquis environnants. Marcel Mathieu, son fils et un ami de ce dernier sont fusillés. Au matin

ne de combats et subit de lourdes pertes. Une quarantaine de combattants sont tombés lors des attaques allemandes contre les maquis, victimes auxquelles il faut ajouter les violentes représailles dirigées contre les populations civiles. Cette forte répression qui se retrouve

LES OPÉRATIONS DE REPRÉSAILLES MENÉES PAR LES TROUPES ALLEMANDES CONTRE LES CIVILS FAISAIENT PARTIE INTÉGRANTE DE LA RÉPRESSION CONTRE LES MAQUIS ET LEURS COMPLICES.

du 23 juin, les Allemands investissent Chailley soupçonné de servir de base arrière « aux terroristes. » Tous les hommes sont rassemblés sur la place. Ils y demeurent jusqu'au soir sous un soleil accablant. 29 otages sont rassemblés devant un mur. La population craint le pire. Sous leur yeux, les Allemands massacrent quatre maquisards, un rescapé de l'attaque de Saint-Mards et trois prisonniers du maquis Horteur dont Lucien Cormeau commerçant, nommé lieutenant, monté au maquis le 22 juin. L'épicière Marcelle Guillemot qui ravitaillait le maquis Horteur est frappée sauvagement. Finalement seize otages sont transférés à Auxerre. D'autres opérations de représailles ont eu lieu dans le département : le 9 juin à Saint-Maurice-Thizouaille, le 16 juin à Arces, le 28 juin à Châtel-Censoir et le 30 juin à Saint-Mards-en-Othe. A chaque fois, la population est rassemblée sur la place du village, prise comme otage. Certains sont ensuite arrêtés puis déportés. D'autres ont été assassinés comme le 18 juin 1944, à la suite de l'attaque du maquis Aillot, où cinq civils originaires de Vireaux sont exécutés au lieudit, les Granges-Sambourg. Les opérations de représailles contre les civils faisaient partie intégrante de la répression contre les maquis et leurs complices. En instituant ce climat de terreur, l'occupant voulait réduire les possibilités de reformer un maquis. Toutefois, nous observons que la répression contre les civils s'est intensifiée dans les régions où avaient eu lieu quelques jours après le Débarquement, des libérations anticipées. En tout, ce sont une trentaine d'opérations de représailles contre les villages de l'Yonne qui ont été commises par la Wehrmacht après le Débarquement. En juin 1944, les maquis ont mené une dizai-

ailleurs en France, fait réagir Londres. Ordre est donné d'éviter les gros rassemblements et de privilégier la formation de petits groupes isolés plus aptes « à la guérilla insaisissable » selon la déclaration du général Koenig, du 17 juin 1944. Si les maquis de combat renforcés par les parachutages deviennent moins vulnérables face à l'ennemi, à l'inverse, les populations civiles restent toujours exposées à la férocité des opérations de police allemande. Pour preuve, le 14 juillet 1944, à Charny où en représailles contre les actions du maquis de l'Etang-Neuf dépendant du réseau Jean-Marie Buckmaster, l'occupant organise la plus grande arrestation collective du département : 37 personnes sont arrêtées et 19 d'entre elles seront déportées. ■ THIERRY ROBLIN